

ATELIER DE RECHERCHE

THEME : SUR LA PARTICIPATION POLITIQUE

**CONFLITS ARMES, ELEMENT D'UNE PARTICIPATION POLITIQUE
GEOGRAPHIQUEMENT RECADREE AU CONGO KINSHASA
Les élections de 2006**

Par

Félicien KABAMBA MBAMBU

Téléphone : (243) 818-120-166

Email : fellykabamba@yahoo.fr

INTRODUCTION

Au Congo-Kinshasa, l'Etat a donné des signes évidents de faillite. Il a laissé un trou noir dans lequel s'infiltrèrent tous les hommes en armes (armées étrangères, rebelles, milices, etc.). Les populations locales paient le prix de cette déliquescence. Les conflits armés qui ont éclaté ont occasionné plus de 3 millions de morts. Voilà un Etat qui pose trop de problèmes qu'il n'en résout. On sent le besoin d'Etat à travers tout le pays.

Dans ce pays longtemps plongé dans les conflits armés, la paix est toujours un impératif qui surdétermine les actions individuelles et collectives. Les accords de paix et de réconciliation sont accueillis avec enthousiasme alors que les politiques de pacification bénéficient d'un soutien populaire qui se traduit par des manifestations de rue et une mobilisation électorale exprimant les aspirations à la paix.

Il faut donc présenter la fin de la guerre comme tournant d'une histoire qui annonce une nouvelle ère au cours de laquelle les masses populaires s'engagent dans des grands mouvements de consolidation de la paix.

Dans ce contexte, les élections apparaissent comme enjeu fondamental dans la quête d'une paix qui mobilise les communautés locales et augmente leur participation à la vie de la société. Ces élections ont été le lieu d'expression d'un engagement politique, mieux, d'une participation à la construction d'un idéal politique à partir d'un choix électoral incarnant les aspirations populaires. Si certains candidats avaient des programmes économiques séduisants, d'autres incarnaient la paix et donc l'espoir d'une vie non belligère. C'est donc la question de l'avenir de la société congolaise qu'il importe de revisiter à travers les choix électoraux comme modalités de participation politique pour une lecture historico-critique d'une forme de démocratie-processus.

Dans notre étude, nous soutenons donc l'hypothèse que la géographie de la guerre a déterminé celle des élections. L'engagement au processus de paix par les populations des provinces durement frappées par la guerre s'est traduit au niveau du jeu électoral par une participation massive et un soutien au candidat présenté comme incarnant la paix.

I. L'ÉTAT CONGOLAIS, UNE EPAVE ETATIQUE

Dans l'histoire du Congo-postcolonial, surtout après le régime Kasavubu, la gestion des affaires privées et des affaires publique a rarement été séparée. Mais l'extraction réalisée par l'Etat au détriment de la société n'a conduit à aucune forme de consolidation économique et politique, faute d'investissement dans les activités productives locales. Ainsi la survie du groupe dirigeant complètement coupé de la société ne peut s'expliquer que par le maintien d'une structure bureaucratique légitime appelée Etat vivant comme un prédateur sur son environnement¹.

Cette structure politique s'est dégradée au rythme de la dislocation de l'économie. Une fois l'État ruiné, certaines filières clientélistes tendent à se disloquer, le premier cercle autour du chef de l'État se rétrécit, l'aire d'exercice du pouvoir se rétrécit et ce rétrécissement aboutira à la disparition quasi-complète de l'État : l'État ne remplit plus ses fonctions et laisse un « vide », tant au niveau national qu'au niveau local. Les structures et les institutions étatiques n'assurent plus leurs fonctions mais elles subsistent néanmoins et sont « parasitées » par des réseaux d'élites politico-commerciales.

Au plan macro-politique, les gouvernements ont perdu toute légitimité et tout facteur de légitimation. L'administration régionale se fait en dehors de Kinshasa, selon un axe ethnique qui a repris racine dans beaucoup de régions. Mais le chef de l'État continue à accaparer le pouvoir pour bénéficier des privilèges que son exercice confère, mais cette volonté de se maintenir au pouvoir aura des conséquences (l'enlèvement de la Conférence nationale par exemple)².

¹ Darbon D, l'Etat prédateur, in politique africaine, Karthala, p.44.

² Rapport de Commission d'enquête parlementaire belge chargée d'enquêter sur l'exploitation et le commerce légaux et illégaux de richesses naturelles dans la région des Grands Lacs au vu de la situation conflictuelle actuelle et de l'implication de la Belgique, pp. 9-10.

II. CONTEXTE DE LA GUERRE AU CONGO-KINSHASA

Au cours de la guerre qui l'a porté au pouvoir le 17 mai 1997, Laurent Désiré Kabila alors Porte-parole de l'Alliance pour la Libération du Congo avait bénéficié d'un appui en hommes et en matériels du Rwanda, du Burundi, de l'Ouganda et de l'Angola. Une fois au pouvoir, le chef de l'Etat congolais trouve la présence militaire de ses alliés dangereuse. Il décide de s'en débarrasser le 27 juillet 1998 et leur demande de quitter le territoire congolais. Cette démarche déplut aux présidents rwandais Paul Kagamé et ougandais Yoweri Museveni qui décidèrent de le renverser.

Orchestrée par Kigali, une tentative de coup d'Etat sera mise en œuvre par les soldats rwandais restés à Kinshasa. Cette tentative va échouer, la deuxième guerre du Congo pouvait alors commencer, ce devait être une guerre « éclair » , elle durera cinq ans. Très rapidement, le conflit se régionalise et implique militairement six pays africains, ce qui lui vaudra d'être qualifié de première guerre mondiale africaine³.

Le processus de légitimation internationale de la guerre par les envahisseurs rwandais et ougandais est lancé au travers d'un subterfuge : la sécurisation des frontières. Le 02 août 1998, sous prétexte de sécuriser de leurs frontières devant les menaces que représentaient les groupes rebelles opérant au Congo-Kinshasa, les armées rwandaise, burundaise et ougandaise envahissent le territoire congolais. Ces envahisseurs s'appuient sur des collaborateurs locaux d'origine politique et militaire hétérogène. Ils sont composés des mobutistes partis en exil au lendemain de la chute du régime Mobutu et des anciens partisans de Laurent Désiré Kabila devenus opposants à son régime.

Ces acteurs aux ambitions divergentes créent le Rassemblement Congolais pour la Démocratie, RCD en sigle. A ce premier mouvement rebelle viendra s'ajouter un deuxième, le Mouvement de la Libération du Congo, M.L.C. en sigle. Par fractionnements successifs naîtront d'autres groupes politico-militaires. Il s'agit du R.C.D./KLM, du R.C.D./N et d'autres

³ Anne Renauld, République démocratique du Congo, ressources naturelles et transfert d'armes, Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité, Bruxelles, p.7

petits groupes armés liés ou non aux principaux mouvements rebelles. Dans le même temps prolifèrent des milices qui prétendent faire obstruction à l'occupant rwandais et ougandais.

C'est là, le début du processus de morcellement d'un vaste territoire qui, désormais, échappe au contrôle de l'Etat. Malmené, le gouvernement de Kinshasa trouve des alliés. Ils sont zimbabwéens, angolais, namibiens et tchadiens. Une longue guerre dans laquelle n'émerge pas de vainqueur fait rage. On la croyait financée de l'extérieur, c'est plutôt de l'intérieur qu'une grande partie de revenus sont tirés. Il sera donc établi, avec la précipitation des événements, que le vrai enjeu de la guerre était *le pillage des richesses naturelles du pays dont l'exploitation a été pendant longtemps le privilège des oligarques de Kinshasa*⁴.

La guerre du Congo a été une guerre de position, prendre possession des territoires riches en ressources naturelles était sa principale caractéristique. L'identification du rôle et de la fonction de l'armée dans ces conflits posait problème, car, la nature du projet social dont son noyau dirigeant se faisait le programme était orientée vers l'enrichissement personnel.

Les conquêtes territoriales des armées étrangères rwandaise et ougandaise ne sont pas des conquêtes des espaces, elles étaient vraisemblablement orientées vers ce que nombreux appellent « *le Congo utile* »⁵.

L'absence de convergence objective d'intérêts a conduit les protagonistes à œuvrer pour la conservation du territoire riche en sous-sol sous leur contrôle (guerre de position).

Ce territoire était classé en trois zones d'influence⁶ :

- zone d'influence angolo-zimbabwéenne qui couvre les provinces du Bas-Congo, de Bandundu, de Kasai oriental (une partie), de Kasai occidental (une partie) et du Katanga.

⁴ Jean Nanga, (mars 2006), Rubriques internationales, N°34, www.solidarité.ch/journal/index .

⁵ Ces zones d'influences que nous estimons être au nombre de trois incorporent

⁶ Christian Dietrich, (juin 2002), Monnaie forte, l'économie criminalisée de diamant dans la République démocratique du Congo et ses pays voisins, document hors série n°4, Partenariat Afrique Canada, International, Peace, Information Service, Network movement of justice and development, p.43

- zone d'influence rwandaise couvrant les provinces du Sud Kivu, du Nord Kivu (une partie) du Katanga (une partie) et la province orientale (la ville de Kisangani et ses alentours). Elle était sous contrôle du Rassemblement Congolais pour la Démocratie, R.C.D., en sigle.
- zone d'influence ougandaise qui s'étend de la province du nord Kivu jusqu'à celle de l'Equateur en passant par la province orientale. Tout en restant sous influence ougandaise, cette étendue du territoire a plusieurs fois changé de mains avec la prolifération des mouvements rebelles. Ici, opéraient notamment le R.C.D/Kisangani, le M.L.C., Le R.C.D/KML, le R.C.D/N

III. LA PARTICIPATION POLITIQUE À TRAVERS LE PROCESSUS ELECTORAL

Carte indiquant les zones contrôlées par le gouvernement et les rebelles



GEOATLAS - Copyright 1998 Graphi-Ogre



La carte ci-dessus nous éclaire sur le morcellement du pays en trois territoires variant avec les conquêtes guerrières et correspondant aux trois blocs électoraux :

1. L'est du pays composé des provinces du nord Kivu, du sud Kivu, du Maniema, du Katanga et de la province orientale. En dehors de la province du Katanga occupée en partie par le pouvoir de Kinshasa, toutes ces provinces étaient totalement occupées par les mouvements rebelles. Après avoir été durement frappées par les affres de la guerre, les populations de l'est n'avaient qu'un seul credo : la paix.
2. Le centre du pays constitué de deux provinces : le Kasai oriental et le Kasai occidental. Ces provinces sont connues pour leur fidélité à l'opposant politique Etienne Tshisekedi. Elles ont été partiellement occupées par les rebelles.
3. L'ouest du pays qui est composé de 4 provinces. Il s'agit des provinces du Bas-Congo, du Bandundu, de l'Equateur et de Kinshasa. Ces provinces étaient totalement sous contrôle gouvernemental.

Nous allons dans ce travail démontrer la correspondance de notre théorème à travers les élections présidentielles, législatives et sénatoriales.

III.1. Elections présidentielles

Les élections présidentielles en R.D.Congo sont organisées au scrutin majoritaire à deux tours. Elles ont opposé principalement deux candidats : Joseph KABILA, alors Chef de l'Etat et Jean Pierre BEMBA, vice président de la République.

Deux principaux candidats : profils et programmes électoraux

1. JOSEPH KABILA

Avec sa jumelle Jeannette, il voit le jour le 04 juin 1971 à Mpiki au Kivu (R.D.Congo). Fils de l'ancien chef de l'Etat Laurent Désiré Kabila, il est originaire de la province du Katanga. Il a un diplôme d'études secondaire obtenu en Tanzanie. Aux coté de son père, il fait la rébellion avant de prendre le contrôle de tout le pays que son père dirigera. Ce dernier sera abattu dans sa cour en janvier 2001. Son fils Joseph Kabila le remplace au poste de chef de l'Etat.

Une fois au pouvoir, Joseph Kabila applique une politique d'ouverture qui débouche sur les accords de paix de Lusaka, de Gaborone et de Sun City. La fin des hostilités le rendra très populaire dans les provinces occupées par les anciens rebelles qui sont en fait les provinces de l'est du pays. Il sort de la guerre très aimé par les populations de l'est du pays qui trouvent en lui l'incarnation de la paix.

Son programme électoral reposera essentiellement sur la consolidation de cette paix, ce qui lui assurera un grand électorat dans les provinces de l'est du pays (Nord Kivu, Sud Kivu, Maniema, Province orientale et Katanga).

2. JEAN PIERRE BEMBA

Il est né à Bokada (R.D.Congo) le 4 novembre 1962. Il est fils d'un richissime homme d'affaires du pays, Bemba Saolona. Il a un diplôme de licence en hautes études économiques et commerciales à Bruxelles. De retour au pays, il a été directeur général de cinq entreprises suivantes : Comcell (entreprise de téléphonie cellulaire), Lotram (Location de voiture), Canal Z et Canal Kin (chaîne de télévision), Ferme agro-pastorale et Courrier Express⁷.

Avec l'appui des ougandais, il crée un mouvement rebelle du nom de Mouvement de Libération Congolais. Au terme des accords de paix, il devient vice-président de la République. C'est donc un sérieux candidat à la présidence que le chef de l'Etat Joseph Kabila va affronter.

Il n'est pas apprécié à l'est du pays pour avoir dirigé un mouvement rebelle notamment dans la province du Nord Kivu et dans la province orientale et y avoir perpétré des nombreuses exactions sur les populations villageoises. Cependant, il est devenu populaire dans les provinces de l'ouest.

Son programme électoral est plus économique en dépit du volet sécuritaire

Répartition des voix des électeurs par blocs électoraux

Province	Premier tour					Second tour				
	Suff. Val.	JK	%	JPB	%	Suff. Val.	JK	%	JPB	%
Est	8 482 117	6 722 585	79,3	222 130	2,6	8 270 145	7 605 451	92,0	664 694	8,0
Ouest	6 867 216	506 540	7,4	2 788 572	40,6	6 151 783	1 327 257	21,6	4 824 526	78,4
Centre	1 636 020	369 848	22,6	393 914	24,1	1 834 673	504 071	27,5	1 330 602	72,5
	16 985 353	7 598 973	44,7	3 404 616	20,0	16 256 601	9 436 779	58,0	6 819 822	42,0

Source : Commission Electorale Indépendante

⁷ Omasombo J. et Kennes (sous la direction de), Biographie des acteurs de la transition, MRAC, Bruxelles, p.26.

Ce tableau nous suggère les constatations suivantes :

Joseph Kabila majoritaire à l'Est :

- Au premier tour : 6 722 585 voix, soit 79,3% des voix de l'Est.
- Au second tour : 7 605 451 voix, soit 92,0% des voix de l'Est.

Jean-Pierre Bemba majoritaire à l'Ouest et au centre

Au premier tour

- à l'Ouest : 2 788 572 voix, soit 40,6% des voix de l'Ouest ;
- au Centre : 393 914 voix, soit 24,1% des voix du Centre.

Au second tour :

- à l'Ouest : 4 824 526 voix, soit 78,4% des voix de l'Ouest ;
- au Centre : 1 330 602 voix, soit 72,5% des voix du Centre.

On peut donc conclure que dans les provinces de l'est, le candidat Joseph KABILA a fait la différence avec des écarts plus importants qui lui ont permis de remporter les élections.

Répartition des voix des candidats par région

Province	Premier tour					Second tour				
	Suff. Val.	JK	%	JPB	%	Suff. Val.	JK	%	JPB	%
Est	8 482 117	6 722 585	88,5	222 130	6,5	8 270 145	7 605 451	80,6	664 694	9,7
Ouest	6 867 216	506 540	6,7	2 788 572	81,9	6 151 783	1 327 257	14,1	4 824 526	70,7
Centre	1 636 020	369 848	4,9	393 914	11,6	1 834 673	504 071	5,3	1 330 602	19,5
Total	16 985 353	7 598 973	100,0	3 404 616	100,0	16 256 601	9 436 779	100,0	6 819 822	100,0

Joseph Kabila

80,6% de ses voix sont de l'Est, 14,1% de l'Ouest et 5,3% du Centre.

Jean-Pierre Bemba

70,7% de ses voix sont de l'Ouest, 19,5% du Centre et 9,7% de l'Est.

Résultats par province

Province	Premier tour					Second tour				
	Suff. Val.	JK	%	JPB	%	Suff. Val.	JK	%	JPB	%
Bandundu	1 951 207	51 642	2,6	188 164	9,6	1 449 400	571 840	39,5	877 560	60,5
Bas-Congo	853 300	118 684	13,9	308 954	36,2	610 218	157 809	25,9	452 409	74,1
Equateur	2 037 356	37 846	1,9	1 297 684	63,7	2 441 889	69 563	2,8	2 372 326	97,2
Kasai-Occ.	906 127	106 420	11,7	286 948	31,7	1 009 789	235 275	23,3	774 514	76,7
Kasai-Or.	729 893	263 428	36,1	106 966	14,7	824 884	268 796	32,6	556 088	67,4
Katanga	2 357 611	1 838 326	78,0	79 547	3,4	2 586 353	2 424 975	93,8	161 378	6,2
Kinshasa	2 025 353	298 368	14,7	993 770	49,1	1 650 276	528 045	32,0	1 122 231	68,0
Maniema	506 172	454 547	89,8	1 909	0,4	496 706	488 410	98,3	8 296	1,7
Nord-Kivu	1 850 247	1 437 839	77,7	14 267	0,8	1 842 033	1 776 660	96,5	65 373	3,5
P. Orientale	2 354 120	1 653 674	70,2	122 485	5,2	1 981 084	1 574 552	79,5	406 532	20,5
Sud-Kivu	1 413 967	1 338 199	94,6	3 922	0,3	1 363 969	1 340 854	98,3	23 115	1,7
Total	16 985 353	7 598 973	44,7	3 404 616	20,0	16 256 601	9 436 779	58,0	6 819 822	42,0

Source : Commission Nationale indépendante

Ce tableau appelle les constatations ci-après :

Joseph Kabila majoritaire dans les cinq provinces de l'Est :

- Au Maniema : 98,3% ;
- Au Sud-Kivu : 98,3% ;
- Au Nord-Kivu : 96,5% ;
- Au Katanga : 93,8% ;
- En P. Orientale : 79,5%.

Jean-Pierre Bemba majoritaire dans les six provinces de l'Ouest et du Centre :

- en Equateur : 97,2% ;
- au Kasai-Occ. : 76,7% ;
- au Bas-Congo : 74,1% ;
- à Kinshasa : 68% ;
- au Kasai-Oriental. : 67,4% ;
- au Bandundu : 60,5%.

III.2. Elections législatives

La même tendance observée lors des élections présidentielles s'impose lors des législatives. En fait le parti du Chef de l'Etat KABILA ainsi que sa coalition s'impose

facilement dans les provinces de l'est du pays. L'alliance de la majorité présidentielle gagne les sièges dans toutes les provinces.

III.2.1 Elus et alliances par province

L'alliance de la majorité présidentielle, AMP en sigle, est la seule alliance qui a obtenu la majorité absolue des sièges dans certaines provinces, à savoir toutes celles de l'Est (de 91,7% au Maniema à 53,6% en Province Orientale).

La répartition des principaux partis et regroupements (plus de 10% des sièges) par provinces se présente comme suit :

Kinshasa

- AMP 15 élus, soit 25,9% ;
- RENACO 11 élus, soit 19% ;
- PALU 6 élus, soit 10,3%.

Bandundu

- PALU 25 élus, soit 43,9% ;
- AMP 9 élus, soit 15,8% ;
- RENACO 8 élus, soit 14%.

Bas Congo

- AMP 9 élus, soit 37,5% ;
- RENACO 5 élus, soit 20,8%.

Equateur

- RENACO 22 élus, soit 37,9% ;
- UDEMO 8 élus, soit 13,8% ;
- CODECO 8 élus, soit 13,8% ;
- AMP 6 élus, soit 10,3%.

Kasaï-Occidental

- AMP 12 élus, soit 30% ;
- RENACO 12 élus, soit 30% ;
- RCD 4 élus, soit 10%.

Kasaï-Oriental

- AMP 12 élus, soit 30,8% ;
- RENACO 9 élus, soit 23,1%.

Katanga

- AMP 37 élus, soit 53,6% ;
- Indépendants 8 élus, soit 14%.

Maniema

- AMP 11 élus, soit 91,7%.

Nord Kivu

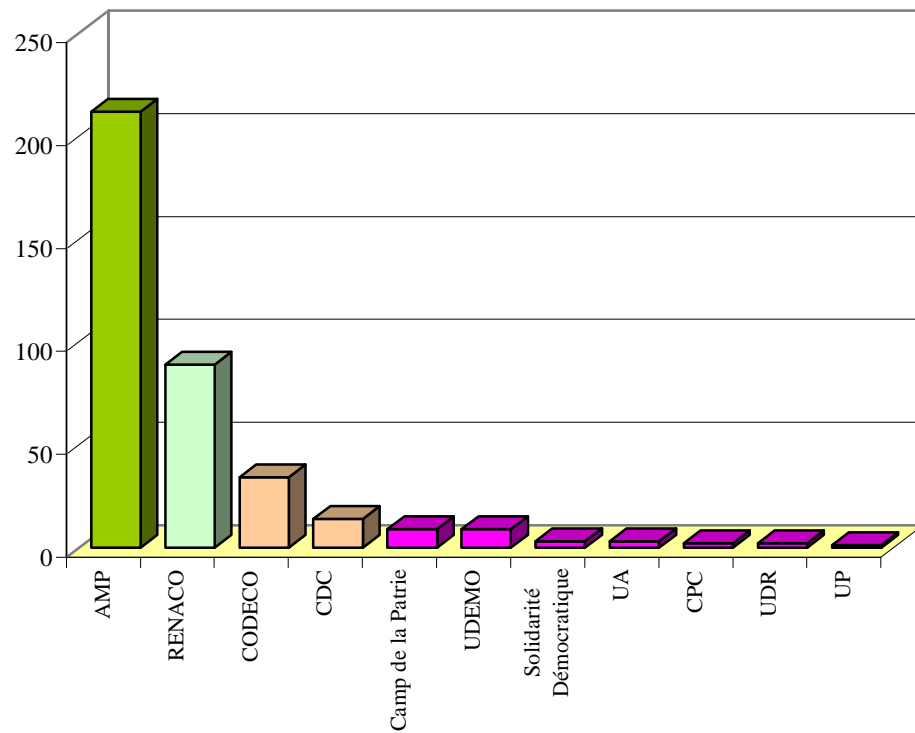
- AMP 30 élus, soit 62,5% ;
- CODECO 6 élus, soit 12,5% ;
- RCD 5 élus, soit 10,4%.

Province Orientale

- AMP 37 élus, soit 58,7%.

Sud Kivu

- AMP 26 élus, soit 81,3%.



III.3. Elections sénatoriales

Alliances et partis politiques

- L'AMP (AMP, PALU, UDEMO et RCD sans les indépendants) a atteint la majorité absolue avec 58 élus, soit 53,7% des sièges.
- L'UN a 41 élus, soit 19,4%.

- L'AMP et ses alliés indépendants ont 76 élus, soit 70,4% des sièges.
- L'UN et ses alliés indépendants ont 32 élus, soit 29,6%.

- Sur les 98 partis et regroupements politiques qui ont participé aux élections, seuls 26 ont obtenu des sièges au sénat.
- Sur 295 candidats indépendants, 26 ont obtenu des sièges.

- PPRD 22 élus, soit 20,4% ;
- MLC 14 élus, soit 13,0% ;
- Forces du Renouveau et RCD 7 élus chacun, soit 6,5% ;
- PDC 6 élus, soit 5,6% ;
- CDC et MSR 3 élus chacun, soit 2,8% ;
- PALU 2 élus, soit 1,9%.

- L'AMP a obtenu la majorité absolue des sièges dans 9 provinces : Nord-Kivu 100.0%, Sud-Kivu 100.0%, Katanga 93.8%, Province Orientale 81.3%, Bas Congo 75.0%, Kasai Oriental 75.0%, Kasai Occidental 62.5%, Bandundu 58.3% et Equateur 55.0%.
- A Maniema AMP et UN sont à égalité.
UN a obtenu la majorité absolue des sièges à Kinshasa

Résultats selon les provinces

	AMP	UN	Autres	AMP + indép.	%	UN + indép.	%	Total
Bandundu	6	3	3	7	58.3	5	41.7	12
Bas Congo	2	1	1	3	75.0	1	25.0	4
Equateur	9	6	5	11	55.0	9	45.0	20
Kasaï Occidental	5	1	2	5	62.5	3	37.5	8
Kasaï Oriental	8	1	3	9	75.0	3	25.0	12
Katanga	9	1	6	15	93.8	1	6.3	16
Kinshasa	3	4	1	3	37.5	5	62.5	8
Maniema	1	1	2	2	50.0	2	50.0	4
Nord-Kivu	3		1	4	100.0		0.0	4
Province Orientale	10	3	3	13	81.3	3	18.8	16
Sud-Kivu	2		2	4	100.0		0.0	4
Total	58	21	29	76	70.4	32	29.6	108

IV. LES LEÇONS DE L'EXPERIENCE CONGOLAISE ET INTERET DE L'ETUDE

L'expérience congolaise est riche en leçons. L'élection étant le principal mode de légitimation des régimes et des politiques, le contexte spécifique à l'arène politique congolaise oblige à affirmer le lien indissoluble entre les conflits armés et la participation politique. Cette consubstantialité s'est renforcée à travers cette conjoncture historique ayant mobilisé les énergies communautaires pour la mise à l'écart des intelligences et des programmes bellicistes.

Dans les provinces de l'est où l'aspiration à la paix se confondait à la raison électorale, le candidat KABILA était l'incarnation de cette paix. Dans ces contrées, le vote était soumis à une interpellation collective assimilée à des pressions sociales multiples.

Parallèlement, dans les provinces de l'ouest et du centre, ce sont plutôt les motivations ethniques et économiques qui semblent avoir été déterminantes.

Si ce sujet s'impose, ce n'est pas parce que, en un sens, l'Etat au Congo, avec ses mythes et ses symboles, ses « heurts et ses malheurs » est à la mode. Ce qui nous préoccupe, c'est de ressaisir la participation politique au travers de l'idéal de paix dans un contexte marqué par la déliquescence et sédimentation politique de l'Etat.

BIBLIOGRAPHIE

- Apter D, (1988) *Pour l'Etat, contre l'Etat*, Economica, Paris.
- Bongoy Mp, (1974), *Les investissements mixtes au Zaïre*, P.U.Z, Kinshasa.
- Delwit P et Waele J.M, *le mode de scrutin fait-il l'élection ?*, édition de l'université de Bruxelles, 2000.
- De Villers (sous la direction de), (1992) *Phénomènes informels et dynamiques culturelles en Afrique*, Actes des journées d'étude des 16 et 17 décembre, Cahier africain n° 19-20, 1996.
- De Villers G. et Willame J.C. (en collaboration avec Omasombo et Keynes), (1998) *République Démocratique du Congo. Chronique politique d'un entre-deux-guerres*. Octobre 1996-juillet 1998, Paris, éd.L'Harmattan.
- De Villers G., Omasombo J. et Keynes E., (2001) *République Démocratique du Congo. Guerre et Politique. Les trente derniers mois de L.D. Kabila (août 1998-janvier 2001)*, Paris, éd.L'Harmattan.
- Mathieu P. et Willame J.C. (Sous la direction de) (1999), *Conflits et guerre au Kivu et dans la région des grands lacs. Entre tensions locales et escalade régionale*, Paris, l'Harmattan.
- Mabilia Mantuba (sous la direction de) (2003), *La nouvelle histoire du Congo*, Cahiers africains n° 65-66-67, L'Harmattan, Paris.
- Monnier L et Willame J.C. (sous la direction de) (1964), *Les provinces du Congo. Structure et fonctionnement. Sud-Kasai-Uélé-Kongo Central*, Cahiers économiques et sociaux, collection d'études Politiques, Léopoldville.
- Tosel A, *Démocratie et libéralisme*, éditions KIME, Paris, 1995.